



TCL

Lundi 4 septembre 2023

Ni dialogue social, ni provocations racistes :

Pour une rentrée des luttes !

Pendant que les profits battent des records, la crise s'aggrave à cause de l'inflation qui ampute les budgets et des salaires qui ne suivent pas. Le climat social se tend. Alors Macron s'agite pour que la contestation n'éclate pas dans la rue et les grèves, comme sur les retraites. D'un côté, il lance des provocations racistes, de l'autre il attire les partis de gauche et les directions syndicales dans un simulacre de dialogue qui ne débouchera sur rien de bon pour les salariés et la jeunesse.

La guerre sociale qu'ils nous mènent

La réforme des retraites de Macron entre en vigueur en septembre et l'offensive patronale continue avec l'inflation. Tous les trois mois, les ministres répètent que sa fin approche, mais les prix continuent de monter, car les grandes entreprises gonflent leurs marges. Et le gouvernement laisse faire... et même augmente le tarif des médicaments !

Le ministre de l'Économie promet maintenant de bloquer les prix de certains produits. Mais ce qui reste bloqué depuis des mois, ce sont nos salaires. On estime que les prix alimentaires ont pris plus de 20 % en deux ans. Et nos fiches de paie ? C'est ça la réalité des prix : logement, transports, alimentation, tout devient hors de prix. Se restreindre devient banal et galérer devient normal.

Tout augmente, mais pas les salaires, ni les moyens dans les services publics. Dans les hôpitaux, les soignants ont passé l'été sous l'eau à cause du manque de personnel. Dans l'éducation nationale, il manque près de 3 200 profs en cette rentrée. Face à la pénurie de main-d'œuvre, le gouvernement annonce que les salaires vont être revalorisés dans la santé et l'éducation, mais on est très loin du compte. Dans les hôpitaux, les maigres augmentations de primes annoncées ne vont rien changer aux conditions de travail dégradées. Et chez les enseignants c'est même carrément du chantage, puisqu'au lieu d'embaucher, on propose aux enseignants d'améliorer leur salaire... en échange de tâches supplémentaires.

Pendant qu'on se serre la ceinture, les actionnaires sont à la fête : les entreprises du CAC 40 ont fait presque 80 milliards d'euros de bénéfices au premier semestre 2023. De l'argent, il y en a. C'est là qu'il faut aller le chercher. D'ailleurs là-haut, ils s'inquiètent de la colère sociale qui couve et pourrait exploser comme sur les retraites.

Ni provocations racistes, ni dialogue social

C'est pour ça qu'ils tentent de diviser encore et toujours le monde du travail : Macron lance des contrefeux directement piochés dans les poubelles (ou les programmes) de Le Pen et Zemmour : polémique islamophobe avec l'interdiction des abayas dans les établissements scolaires, campagne xénophobe avec sa future loi sur l'immigration. Mais le gouvernement peut bien pointer des boucs émissaires, rien ne dit que ça va fonctionner. Car les robes des adolescentes et l'accueil des migrants qui fuient la misère et les guerres ne sont en rien responsables de nos problèmes actuels.

En parallèle, Macron tend la carotte du dialogue social. Quand il propose une réunion à Saint-Denis aux chefs des partis, toute la gauche accourt pour participer aux discussions, aux côtés de LR et du RN. C'était soi-disant pour lui soumettre les propositions de la Nupes qu'ils y ont passé la nuit... avec l'espoir que Macron les applique le lendemain matin ? Même chose quand il propose aux directions syndicales une conférence sur les salaires : celles-ci répondent « chiche ». Comme si quelque chose de positif pouvait sortir d'une réunion avec le gouvernement et le Medef !

La seule solution face à leur guerre sociale, ce sont nos luttes, pas le dialogue. On ne tourne pas la page du mouvement pour nos retraites, au contraire !

Pour vivre et pas survivre, il faut imposer nos revendications sur les salaires, les emplois, les conditions de travail. Pour contrer l'offensive raciste du gouvernement, le monde du travail doit mettre en avant ses exigences.

Ainsi le NPA, comme d'autres organisations politiques ou syndicales, appelle à manifester dès le 23 septembre contre la politique pro-patronale du gouvernement, et les mesures autoritaires et racistes qui l'accompagnent.

Sous-effectif en cascade

Le manque de personnel est encore plus criant pendant les congés d'été, et encore en cette rentrée. Aux nombreux SNA prévus, s'ajoutent ceux qui découlent de la gestion catastrophique de l'entreprise, incapable d'anticiper. Le sous-effectif et les défaillances se retrouvent à tous les niveaux, y compris à la maîtrise, qui ne maîtrise plus grand chose.

Résultat : des SNA supplémentaires, et des tensions avec les conducteurs à qui il est parfois demandé sans aucun respect de se plier en quatre pour limiter les pertes d'exploitation.

Ou comment faire beaucoup moins avec moins, et déguster beaucoup de monde.

« /!\ Période de fortes chaleurs : pensez à vous hydrater »...

... avec les bouteilles d'eau qui ne vous sont pas distribuées. Vous pouvez ne pas les remplir pendant vos quelques minutes de battement au terminus si vous avez accès à une fontaine à eau mal entretenue.

Pensez également à ne pas réfrigérer votre bouteille dans le compartiment HS prévu à cet effet.

Et comme on est trop sympa, vous pouvez même laisser tourner le moteur au terminus pour profiter de la clim en mettant la tête contre les aérations.

Mission (d'intérim) impossible

La période estivale est particulièrement rude pour nos collègues intérimaires, soumis à des services plus harassants qu'à l'accoutumé et baladés de renouvellements de contrat en fausses promesses d'embauche. L'encadrement de Keolis ne s'interdit pas pour autant de se comporter avec eux comme s'il s'agissait de ses salariés, quand ça l'arrange bien sûr.

Il faut prendre en CDI tous ces collègues, sans cette période d'essai honteuse après 12 ou 18 mois d'intérim. Et si certains hésitent à accepter, c'est tout simplement que les salaires sont trop bas !

C'est pas permis

Il paraît que c'est maintenant aux conducteurs de vérifier eux-mêmes si leur permis est encore valide, et de demander à l'entreprise de bien vouloir lui prendre RDV chez le médecin agréé en cas de besoin.

Résultat : de nombreux conducteurs roulent sans permis plusieurs semaines avant de s'en rendre compte. Super cette nouvelle organisation !

Destinataire toujours inconnu à cette adresse

Les fiches de paie se sont encore perdues en route, à moins qu'elles ne soient jamais sorties de l'imprimante. À croire qu'elles se cachent – et il y aurait de quoi !

C'est la faute au prestataire, paraît-il. Encore un exemple où sous-traiter, c'est mal-traiter.

Indignité patronale

Vendredi dernier, un collègue de Bordeaux a tenté de mettre fin à ses jours sur son lieu de travail, laissant une lettre mettant en cause l'entreprise. Heureusement, le collègue a été sauvé à temps.

Mais la réaction de Keolis a de quoi faire vomir. La direction de la filiale cherche à se blanchir, diligente une enquête en ce sens et annonce qu'« à première vue, l'entreprise n'a pas commis de faute ». Circulez, rien à voir !

Routine de septembre

La classe de votre enfant comprend trop d'élèves mais pas assez de profs ? Le ramassage scolaire ne passe pas, faute de conducteurs ? Vous trouvez que l'hôpital manque de soignants ?

Dans tous les services utiles à la population, ceux qui rapportent peu mais qui profitent à beaucoup, le personnel fait défaut. Alors, vite, des embauches !

L'enfoiré

Bernard Arnault vient de faire un don de 10 millions d'euros aux Restos du Cœur. Un grain de sable pour lui dont la fortune totale est de 200 milliards. Rendez-vous compte : c'est comme si avec 2 000€ sur votre compte, vous donniez... 10 centimes !

Toujours plus d'enfants à la rue

Deux-mille enfants dorment dans la rue en cette rentrée scolaire, selon l'Unicef. C'est 20 % de plus que l'an dernier. Mais plutôt que de remettre les moyens rabotés pour l'hébergement d'urgence, les préfets édictent de nouveaux critères de tri. Le gouvernement ne cesse de réduire la construction de logement sociaux et se préoccupe surtout de faciliter les expulsions locatives, tandis que le montant des loyers explose : une politique anti-pauvres dont les enfants sont les premières victimes.

Révolutionnaires, un journal pour trancher dans le vif !

Achète pour 2€ le n°4 de notre journal, écrit par et pour les travailleurs !